

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE	VOIE AERIEENNE
	Six mois Un an	Six mois Un an
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f.
Etranger : France, RDC		
R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie.		20.000f. 40.000f
Etranger : Autres Pays		23.000f 46.000f
Prix du numéro Année courante	600 f	Année ant. 700f.
Par la poste : Majoration de 130 f	par numéro	
Journal légalisé 900 f	Par la poste	-

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2017

27 décembre . Décret n° 2017-2306 abrogeant et remplaçant le décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et Lac Rose 96

PRIMATURE

2017

27 décembre . Arrêté primatorial n° 22724 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 012131 du 02 novembre 2011 portant création, organisation fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité technique du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'Adaptation au Changement climatique 100

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2017

28 décembre . Décret n° 2017-2314 portant prorogation de l'exigibilité de la carte nationale d'identité numérisée 102

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN

2017

29 décembre . Décret n° 2017-2315 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national formant les lots A et B, sise au village de Ndieguène, dans la Région de Thiès, d'une superficie de 50ha 97a 09ca en vue de attribution par voie de bail et prononçant sa désaffectation 102

29 décembre . Décret n° 2017-2316 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, située à Thiès Nones, d'une superficie de trois mille quatre cent dix (3.410) mètres carrés, en vue de son attribution par voie de bail et prononçant sa désaffectation .. 103

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 103

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n° 2017-2306 du 27 décembre 2017 abrogeant et remplaçant le décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et Lac Rose

RAPPORT DE PRESENTATION

L'article 19 du décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose prévoit pour la superficie d'une assiette foncière supérieure à six cent mille (600.000) mètres carrés d'un programme ou projet homogène, la possibilité de segmentation en deux portions correspondant à deux tranches d'exécution.

La durée maximale des travaux sur la première portion est de quatre (4) années. Cependant, la durée d'exécution des travaux sur les deux (2) portions, quelle que soit leur consistance ou leur complexité, ne peut guère être supérieure à sept (07) années.

A la pratique, cette durée de sept années s'est révélée très courte pour des projets ou programmes de vaste envergure à réaliser sur plusieurs tranches et dont la commercialisation dans les délais de la première conditionne l'activité de l'opérateur privé pour les autres portions.

Par ailleurs, il est noté à l'article 9 qui fixe les éléments constitutifs d'une demande d'attribution de terrain une erreur matérielle relative à un mauvais renvoi d'article.

Pour rehausser la place du Comité consultatif dans le dispositif de contrôle des projets et programmes, il convient de renforcer sa composition en intégrant le Ministère de l'Environnement et du Développement durable et de donner à ses délibérations valeur d'avis conformes.

C'est à cet égard que le présent projet de décret vise à abroger et remplacer le décret portant sur les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose, en raison du nombre significatif d'articles concernés par les modifications proposées.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du Domaine de l'Etat ;

VU la loi n° 2004-06 du 6 février 2004 portant Code des investissements ;

VU loi n° 2008-43 du 20 août 2008 portant Code de l'Urbanisme ;

VU la loi n° 2009-23 du 08 juillet 2009 portant Code de la Construction ;

VU le décret n° 81-557 du 21 Mai 1981 portant application du Code du Domaine de l'Etat en ce qui concerne le domaine privé immobilier, modifié ;

VU le décret n° 2009-1450 du 30 décembre 2009 portant partie réglementaire du Code de l'Urbanisme ;

VU le décret n° 2013-1043 du 25 juillet 2013 déclarant d'utilité publique le nouveau Pôle de Développement Urbain de Diamniadio Nord Autoroute à péage, ordonnant l'élaboration d'un Plan d'Urbanisme de détails et prescrivant les mesures de sauvegarde ;

VU le décret n° 2014-23 du 09 janvier 2014 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose ;

VU le décret n° 2014-968 du 19 août 2014 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat, d'un terrain dépendant du domaine national, situé à Diamniadio, dans le département de Rufisque, formant le Pôle de Développement urbain de Diamniadio, d'une superficie d'environ 1.644 hectares et prononçant sa désaffectation ;

VU le décret n° 2017-1531 du 06 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1446 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Sur le rapport du Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République,

DECRETE :

Chapitre premier. - Des zones d'intervention et de la qualité des intervenants

Article premier. - Les zones d'intervention de la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose sont constituées des périmètres desdits pôles.

Le périmètre de chacun des pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose comprend les terrains couverts par le décret déclaratif d'utilité publique et les terres attenantes jugées nécessaires à son extension rationnelle.

Le périmètre de chacun des pôles est organisé par un plan d'aménagement structuré par des voies et réseaux principaux, des arrondissements urbains ; ceux-ci étant divisés en quartiers abritant chacun une (01) à trois (03) unités de vie et d'activité, et des équipements structurants d'intérêt métropolitain ou national.

Art. 2. - Peuvent intervenir dans les périmètres des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose :

- les opérateurs privés ou opérateurs publics tels que des développeurs immobiliers, des constructeurs-lotisseurs, des constructeurs individuels ;

- l'Etat ;

- les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif, professionnel, scientifique et technologique ou de santé et les agences d'exécution ou organismes similaires ou assimilés, réalisant un équipement public non marchand.

Art. 3. - Le développeur immobilier est, à la fois, aménageur foncier, lotisseur, au besoin, et constructeur. Il intervient à l'échelle d'un ensemble formé d'une ou de plusieurs unités de vie et d'activité, dénommé secteur d'aménagement d'une superficie globale supérieure à 75.000 mètres carrés qu'il est chargé d'aménager et d'équiper en voiries et réseaux divers desservant ses logements et équipements marchands.

Le développeur immobilier doit, dans son investissement, respecter les règles de la mixité fonctionnelle articulée au minimum sur deux fonctions économiques différentes et sur le logement.

Art. 4. - Le constructeur-lotisseur est, à la fois, un lotisseur, au besoin, et un constructeur. Il intervient à l'intérieur d'une unité de vie et d'activité, d'une superficie comprise entre 2.501 mètres carrés et 75.000 mètres carrés.

Le constructeur-lotisseur doit circonscrire son action, notamment dans les domaines du logement, de l'industrie, de l'hôtellerie, du commerce, de l'éducation, de la santé.

Art. 5. - Le constructeur individuel est l'utilisateur qui n'est ni aménageur foncier, ni lotisseur. Il intervient à l'échelle d'une seule parcelle non divisible dont la superficie est comprise entre 70 mètres carrés et 2.500 mètres carrés.

Chapitre 2. - Du Comité consultatif sur les programmes et projets

Art. 6. - Il est institué un Comité consultatif sur les programmes et projets dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose (CCP).

Le Comité est ainsi composé :

- le Ministre, Directeur de Cabinet du Président de la République, *Président* ;
- le Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre auprès du Président de la République, chargé du suivi du Plan Sénégal émergent ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre de l'Environnement et du Développement durable ou son représentant, *membre*.

Le Comité peut entendre toutes les parties intéressées par le programme ou le projet qui lui est soumis ainsi que toute personne susceptible de l'éclairer.

Les fonctions de Rapporteur et de Secrétaire du Comité sont assurées par le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 7. - Le Comité est chargé de donner son avis sur les programmes et projets d'investissement dans les périmètres des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose présentés par des opérateurs agissant comme développeurs immobiliers ou constructeurs-lotisseurs, tels que définis aux articles 3 et 4 du présent décret.

Les projets présentés par des constructeurs individuels tels que définis à l'article 5 du présent décret ou par des organismes publics pour des équipements compris dans les îlots de lotissement sont dispensés de l'avis du Comité.

Art. 8. - Chaque dossier de programme ou de projet d'investissement soumis à l'avis du Comité doit comprendre, outre les éléments énumérés à l'article 12 du présent décret, un plan de délimitation de l'assiette foncière proposée au demandeur par le Délégué général.

Art. 9. - Le Comité se réunit au moins une fois par mois sur convocation de son Président.

Art. 10. - Le Comité se réunit valablement lorsque le quorum fixé à quatre (4) membres dont le Président est atteint. Les décisions sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas d'égalité.

Art. 11. - Les délibérations du Comité ont valeur d'avis conformes. Le procès-verbal dressé à l'issue de chaque séance est transmis au Président de la République par les soins du Président du Comité.

Chapitre 3. - De la procédure d'attribution

Art. 12. - La demande d'attribution de terrain est adressée au Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose. Sont joints à la demande :

- a) une note explicative et justificative détaillée ;
- b) un document descriptif du programme des constructions et aménagements envisagés.

Le demandeur doit, en outre, fournir des informations sur ses sources de financement et ses références techniques.

Le Délégué général transmet, pour avis, le dossier au Comité consultatif, après instruction.

Art. 13. - Si l'avis du Comité est favorable, le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose notifie un accord préalable au demandeur qui doit lui fournir, dans un délai de deux (02) mois :

- a) un état des lieux et des levés topographiques ;
- b) les termes de référence sur l'analyse environnementale initiale, sur l'étude d'impact environnemental ou sur l'évaluation environnementale stratégique préparés par l'opérateur et validés par le ministère chargé de l'environnement ;
- c) une étude de reconnaissance géotechnique ;
- d) une étude de pré faisabilité financière ;
- e) l'avant-projet architectural et le planning prévisionnel.

Toutefois, le Délégué général peut, sur sollicitation motivée du demandeur, proroger ce délai pour une période ne pouvant excéder un (01) mois.

En cas de non-respect du délai initial, et éventuellement du délai de prorogation, le Délégué général, après information du Président du Comité consultatif, met fin à l'accord préalable et notifie la décision de retrait au demandeur défaillant.

Art. 14. - La décision attribuant un accord préalable est accompagnée d'un extrait du ou des plans de l'assiette foncière susceptible d'être attribuée au demandeur par voie de bail, concession du droit de superficie ou cession définitive.

Le terrain ne peut être attribué que si le projet est jugé satisfaisant à l'issue de l'examen du dossier fourni.

Chapitre 4. - Des Conventions et Actes

Art. 15. - Les terrains des périmètres des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose peuvent faire l'objet de baux ordinaires, de baux emphytéotiques, de concessions de droit de superficie, de cessions définitives ou d'autorisation d'occuper.

Art. 16. - Les conventions de baux ordinaires, de baux emphytéotiques, de concessions de droit de superficie, de cessions définitives sont passées entre le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose et les opérateurs privés, les opérateurs publics, les utilisateurs, l'Etat ou les autres organismes publics etc., aux clauses et conditions fixées par le présent décret.

Art. 17. - Les conventions de baux ordinaires, de baux emphytéotiques, de concessions de droit de superficie, de cessions définitives et les autorisations d'occuper déterminent les conditions ordinaires et de droit, les conditions financières et le programme de constructions, d'aménagements et d'équipement en voiries et réseaux divers comportant les cahiers des charges relatifs à ces travaux. Lesdits cahiers des charges font partie intégrante des conventions.

Art. 18. - Lorsque la superficie de l'assiette foncière d'un programme ou d'un projet homogène proposée à un développeur immobilier est supérieure à trois cent mille (300.000) mètres carrés, elle peut faire l'objet de segmentation en trois portions correspondant chacune à une tranche du programme ou projet.

La première phase est obligatoirement égale à cent mille (100.000) mètres carrés.

La portion de terrain devant recevoir la première tranche du programme ou du projet fait l'objet d'une convention de bail, de concession de droit de superficie ou de cession définitive. Les travaux sur l'assiette foncière de la première tranche doivent être réalisés sur une durée de trois (03) années à compter de la date de signature de la convention. Ce délai peut être prorogé par le Délégué général pour une durée qui ne peut excéder une (1) année, sur demande motivée du développeur immobilier.

La portion de terrain devant recevoir la deuxième tranche du programme ou du projet fait l'objet d'une convention de réservation au profit du développeur immobilier pour une durée de trois (03) années à compter, au plus tard, de la fin de la première tranche.

La portion de terrain devant recevoir la troisième tranche du programme ou du projet, fait l'objet d'une convention de réservation au profit du développeur immobilier pour une durée de six (06) années, à compter, au plus tard, de la fin de la première tranche.

Dans tous les cas, la durée maximale de travaux des trois tranches sur la totalité de l'assiette foncière ne peut excéder dix (10) années.

La convention de réservation est consentie aux conditions principales ci-après :

- obligation pour le réservataire d'assurer la sécurisation physique de l'assiette foncière réservée ;
- reversement de plein droit à la Délégation générale des parties de l'assiette foncière non mises en valeur par le réservataire à l'expiration du délai ;
- possibilité pour l'Etat et les collectivités territoriales de prendre possession des emplacements réservés aux équipements publics et compris dans l'assiette objet de la convention de réservation ;

- droit de contrôle de l'exécution des obligations imposées au réservataire par les agents de la Délégation à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac rose et de l'Etat habilités à cet effet.

Chapitre 5. - Des conditions financières

Art. 19. - Les conditions financières des conventions et des actes sont constituées :

- du loyer annuel pour les baux ordinaires et les baux emphytéotiques, du prix pour les concessions du droit de superficie ou les cessions définitives ou de la redevance pour les autorisations d'occuper ;

- du montant de la participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers.

Art. 20. - Le montant du loyer annuel pour les baux, les prix pour les concessions du droit de superficie et des cessions définitives, les redevances pour les autorisations d'occuper, le montant de la participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers et le montant de la subvention au titre des emplacements réservés aux équipements publics sont fixés par arrêté du Président de la République, sur proposition du Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République.

Art. 21. - L'assiette foncière servant de base à la détermination du montant de la participation financière aux travaux de voiries et de réseaux est celle désignée dans la convention d'attribution ou de cession du terrain.

Art. 22. - Les sommes dues au titre de redevance, loyer, prix et participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers sont versées à la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 23. - L'opérateur privé réalisant un projet à caractère prédominant d'utilité publique et les établissements publics à caractère administratif, professionnel ou de santé réalisant un équipement public non marchand peuvent être dispensés du versement de la participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers par décret, sur proposition motivée du Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 24. - Les emplacements réservés aux équipements collectifs publics non marchands dans les arrondissements ou dans les îlots de lotissement sont cédés gratuitement à l'Etat, aux collectivités territoriales ou aux établissements publics à caractère administratif ou de santé, réalisant un équipement public non marchand. Le montant de la participation financière aux travaux de voiries et de réseaux correspondante est versé par l'Etat sous forme de subvention à la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Chapitre 6. - Dispositions transitoires et finales

Art. 25. - Les demandeurs de terrain ayant déjà obtenu un accord préalable doivent, sous peine de déchéance, fournir les études préliminaires demandées dans ledit accord, dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

A défaut, le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose met fin à cet accord préalable par lettre adressée au bénéficiaire.

Art. 26. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 27. - Le Ministre, Directeur de Cabinet de Monsieur le Président de la République, le Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 27 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

PRIMATURE

Arrêté primatorial n° 22724 en date du 27 décembre 2017 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 012131 du 02 novembre 2011 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité technique du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'Adaptation au Changement climatique

Chapitre premier. - Comité de Pilotage du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'Adaptation au Changement climatique (PROGEP)

Article premier. - Il est créé, sous l'autorité du Premier Ministre, un Comité de Pilotage chargé du suivi du processus de formulation et de mise en œuvre du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique (PROGEP) qui est structuré autour des composantes ci-après :

- * *Composante A* : Intégration des risques climatiques dans l'aménagement et la gestion urbaine ;
- * *Composante B* : Construction et Gestion des Ouvrages de Drainage ;
- * *Composante C* : Engagement communautaire dans la Réduction des Risques d'Inondation urbaine et l'Adaptation au Changement climatique ;
- * *Composante D* : Coordination, gestion, suivi et évaluation du projet.

Art. 2. - Le Comité de Pilotage a pour missions :

- * de valider les programmes de travail et budgets annuels durant la mise en œuvre du PROGEP ;
- * d'approuver les rapports d'activités et d'exécution physique et financière et de suivi-évaluation du projet ;
- * d'examiner toute autre question relative à la mise en œuvre du projet, notamment les rapports d'audit.

Art. 3. - Le Comité de Pilotage est composé ainsi qu'il suit :

- * *Président* : le Représentant du Premier Ministre ;
- * *Secrétaire* : le Directeur général de l'Agence de Développement municipal ;
- * *Autres Membres* :
 - trois représentants du Ministère chargé des Finances ;
 - le représentant du Ministère chargé de l'Intérieur ;
 - le représentant du Ministère chargé des Infrastructures ;
 - le représentant du Ministère chargé de l'Environnement ;
 - le représentant du Ministère chargé du Cadre de Vie ;

- le représentant du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;

- le représentant du Ministère chargé des Collectivités territoriales ;

- le représentant du Ministre chargé du Suivi du Plan Sénégal Emergent ;

- le représentant du Délégué général aux Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose ;

- le représentant de l'Office national de l'Assainissement du Sénégal ;

- le représentant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture ;

- les Maires des villes de Dakar, de Pikine et de Guédiawaye ;

- les Maires des communes de Bargny, de Sébikotane, de Diamniadio et de Bambilor ;

- le Gouverneur de la Région de Dakar ;

- les Préfets des départements de Dakar, de Pikine, de Guédiawaye et de Rufisque.

Le Comité de Pilotage peut s'adjoindre toute personne dont les compétences et l'expertise s'avèrent nécessaires.

Le Comité de Pilotage s'appuie, au niveau de Saint-Louis, sur un comité régional pour le suivi des activités relatives à la sous-composante A.3 intitulée « *Piloter des Villes durables grâce à des mesures de résilience au climat* ».

Art. 4. - Le Comité de Pilotage se réunit au moins deux (02) fois par an et à chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président Le Secrétariat dudit comité prépare et transmet les documents de travail aux membres, au moins dix (10) jours ouvrables avant les réunions. Il élabore et diffuse les comptes-rendus des réunions.

Chapitre 2. - Comité technique du PROGEP

Art. 5. - Il est créé un Comité technique chargé d'assister le Comité de Pilotage dans la mise en œuvre de ses activités.

Le Comité technique a pour tâches d'assurer :

- * le suivi de la mise en œuvre des actions de sensibilisation, des visites de terrain et des sessions de partage avec les acteurs locaux ;
- * le suivi des opérations sur le terrain, et ;
- * la prise en charge de toutes tâches qui lui seront confiées par le Comité de Pilotage, dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PROGEP.

Art. 6. - Le Comité technique est composé ainsi qu'il suit :

- * *Président* : le Directeur de l'Assainissement ;
- * *Vice-président* : le Directeur de l'Urbanisme et de l'Architecture ;
- * *Secrétaire* : le Directeur général de l'Agence de Développement municipal ;
- * *Autres membres* :
 - le représentant de la Direction des Routes ;
 - le représentant de la Direction de l'Environnement et des Établissements classés ;
 - le représentant de la Direction des Financements verts et des Partenariats ;
 - le représentant de la Direction des Eaux, Forêts et Chasses et de la Conservation des Sols ;
 - le représentant de la Brigade nationale des Sapeurs-pompiers ;
 - le représentant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture ;
 - le représentant de la Direction du Cadre de Vie et des Espaces verts urbains ;
 - le représentant de la Direction de l'Aménagement et de la Restructuration des Zones d'Inondation ;
 - le représentant de la Direction de la Surveillance et du Contrôle de l'Occupation des Sols ;
 - le représentant de la Direction de l'Agriculture ;
 - le représentant de la Direction des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels ;
 - le représentant du Service national de l'Hygiène ;
 - le représentant de la Délégation générale aux Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose ;
 - le représentant de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire ;
 - le représentant de l'Agence des Travaux et de Gestion des Routes ;
 - le représentant de la Sénégalaise des Eaux ;
 - le représentant de l'Unité de Coordination de la Gestion des Déchets solides ;
 - le représentant de l'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX-SA) ;
 - le représentant de l'Office national de l'Assainissement du Sénégal ;
 - le représentant de la Société nationale des Eaux du Sénégal ;
 - le représentant de l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics ;
 - le représentant du Projet de Construction de Logements sociaux et de Lutte contre les Bidonvilles ;
 - le représentant de l'Agence de Promotion du Réseau hydrographique national ;
 - le représentant de la Direction de Gestion et de Planification des Ressources en Eau ;

- le représentant de l'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie ;
- le représentant du Centre de Suivi écologique ;
- le représentant du Département de Géologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) ;
- le représentant du Département de Géographie de l'UCAD ;
- les Maires des villes de Dakar, de Pikine et de Guédiawaye ;
- les Maires des Communes de Bargny, de Sébikotane, de Diamniadio et de Bambilor ;
- le représentant de WETLANDS ;
- le représentant de la Communauté des Agglomérations de Dakar ;
- le représentant de la Communauté des Agglomérations de Rufisque.

Le Comité technique peut s'adjoindre toute autre personne dont les compétences et l'expertise s'avèrent nécessaires.

Art. 7. - Le Comité technique se réunit à la demande du Comité de Pilotage et à chaque fois que de besoin sur convocation de son Président.

Le Secrétariat du comité technique prépare et transmet les documents de travail aux membres, au moins une semaine avant la tenue des réunions. Il élabore et diffuse les comptes-rendus des réunions auprès de ses membres et les transmet, après leur validation, au Président du Comité de Pilotage.

Art. 8. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, notamment celles de l'arrêté n° 012131 du 02 novembre 2011 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité technique du PROGEP.

Art. 9. - Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, le Ministre du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie, le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, le Ministre de la Santé et de l'Action sociale, le Ministre de l'Éducation nationale, le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Ministre de la Gouvernance territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de la Promotion des Investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'État, le Ministre des Transports aériens et du Développement des Infrastructures aéroportuaires, le Ministre du Tourisme, le Ministre de l'Environnement et du Développement durable, le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, chargé du Budget, sont chargés, chacun à ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Décret n° 2017-2314 du 28 décembre 2017 portant prorogation de l'exigibilité de la carte nationale d'identité numérisée

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution notamment en ses articles 43 et 76 ;

VU le Code électoral modifié ;

VU la loi n° 2016-09 du 14 mars 2016 instituant une carte d'identité biométrique CEDEAO ;

VU la loi n° 2016-27 du 19 août 2016 portant refonte partielle des listes électorales ;

VU le décret n° 2016-1401 du 05 juillet 2016 portant prorogation de l'exigibilité de la carte nationale d'identité numérisée ;

VU le décret n° 2016-1535 du 29 septembre 2016 portant application de la loi 2016-27 du 19 août 2016 portant refonte partielle des listes électorales ;

VU le décret n° 2016-1536 du 29 septembre 2016 portant application de la loi n° 2016-09 du 14 mars 2016 instituant une carte d'identité biométrique CEDEAO ;

VU le décret n° 2017-1531 du 04 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1533 du 07 septembre 2017 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2017-1546 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

VU le décret n° 2017-1566 du 13 septembre 2017 relatif aux attributions du Ministre de l'Intérieur ;

VU le décret n° 2017-1777 du 29 septembre 2017 portant prorogation de la validité des cartes nationales d'identité numérisées ;

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur,

DECRETE :

Article premier. - L'extension de l'exigibilité des cartes nationales d'identité numérisées initialement fixée au 31 décembre 2017 est prorogée jusqu'au 30 avril 2018.

Art. 2. - Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan procèdent, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 28 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 2017-2315 en date du 29 décembre 2017
prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une
parcelle de terrain dépendant du domaine national
formant les lots A et B, sise au village de Ndieguène,
dans la Région de Thiès, d'une superficie de 50ha
97a 09ca en vue de attribution par voie de bail et
prononçant sa désaffectation

Article premier. - Est prescrite l'immatriculation, au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et les conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, notamment en ses articles 29, 36 et suivants fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, d'une parcelle de terrain formant les lots A et B, sise au village de Ndieguène, dans la région de Thiès, d'une superficie de 50ha 97a 09ca, en vue de son attribution par voie de bail.

Art. 2. - Est prononcée la désaffectation dudit terrain.

Art. 3. - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, le requérant étant le bénéficiaire de la régularisation.

Art. 4. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 29 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

Décret n° 2017-2316 en date du 29 décembre 2017 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, située à Thiès Nones, d'une superficie de trois mille quatre cent dix (3.410) mètres carrés, en vue de son attribution par voie de bail et prononçant sa désaffectation

Article premier. - Est prescrite l'immatriculation, au nom de l'Etat du Sénégal, d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, située à Thiès Nones, d'une contenance de trois mille quatre cent dix (3.410) mètres carrés, dans les formes et conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, notamment en ses articles 29, 36 et suivants, fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national en vue de son attribution par voie de bail.

Art. 2. - Est prononcée sa désaffectation.

Art. 3. - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, le requérant étant bénéficiaire de la régularisation.

Art. 4. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 29 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 30 janvier 2018 à 9 heures 30 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Yenne Nditakh, Commune de Yenne consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 617 m², borné de tous côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque ;

Suivant réquisition du 06 septembre 2017 n° 425

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ousmane DIOUF

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 06 février 2018 à 9 heures 30 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à NDoukhoura, Commune de Yenne consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 01ha 55a 00ca, borné de tous côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque ;

Suivant réquisition du 11 octobre 2017 n° 427

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ousmane DIOUF

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « COLLECTIF DES HABITANTS DE KEUR MASSAMBA GUEYE-PEULH ».

Objet :

- le développement harmonieux du quartier ;
- la recherche des voies et moyens pour l'adduction aux réseaux de la SDE, de la SENELEC de l'ONAS ;
- la recherche des voies et moyens pour le désenclavement et le bitumage de l'artère principal du quartier ;
- oeuvrer à la construction et exploitation des différents sites collectifs (marché, lieux de culte, poste de santé, CEM, espaces verts etc...);
- veiller à l'assainissement, à la propreté et à la sécurité du quartier ;
- promouvoir la solidarité et l'entraide entre les membres.

Siège social : Quartier Keur Massamba Guèye Peulh - Commune de Thiès - Département de Thiès

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Samba KANE, *Président ;*

Aboubacry KANE, *Secrétaire général ;*

Massy DIEDHIOU, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n° 17-223 / GRT/AA en date du 21 novembre 2017.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES FEMMES CITOYENNES » (SUXALI INTER)

Siège social : Bargny Inter, Chez la Présidente - Rufisque

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- contribuer à l'émancipation sociale et à la formation civique de la population.

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M^{mes}. Maitou SARR, *Présidente ;*

Safiétou DIOUF, *Secrétaire générale ;*

Awa Ndiaye Mbengue, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 00249 / GRD/AA/BAG en date du 14 juillet 2017.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION ISLAMIQUE DE MBISSEL (ADEIM) dite « DAROU SALAM »

Objet :

- promouvoir la religion islamique à Mbissel ;
- harmoniser et développer de bonnes relations au sein de la communauté musulmane ;
- inculquer les valeurs de l'Islam à nos enfants ;
- unir les musulmans autour d'Allah.

Siège social : Mbissel Arrondissement de Fimela à Fatick

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Saliou DIOUF, *Président ;*

Famara Kaling, *Secrétaire général ;*

M^{me} Mariane FAYE, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 18468 MINT.SP/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 08 septembre 2017.

Etude de M^e Lika Bâ, *notaire*

Sacré Coeur VDN - Villa 9.436 - BP. 15.895

Dakar - Sénégal

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.245/NGA, appartenant à Monsieur Maodo SARR. 2-2

Etude de M^e Moussa Mbacké,
notaire à Dakar

27, Avenue Georges Pompidou BP. 6.655 - DAKAR

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la déchéance de la copie du titre foncier n° 381/GR ex. 1571/GR, appartenant à la Société Dakaroise Immobilière et d'Habitation dite S.D.I.H. 1-2

Office notarial

M^e Aïssatou Kamissokho Guèye Diagne, *notaire*

50, Av. Nelson Mandela Dakar BP : 3.405

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 16.414/GRD devenu le TF n° 8.622/NGA, appartenant à ce jour exclusivement à Monsieur Serigne Modou Astou MAR. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 30.216/DG devenu le TF n° 12.739/NGA, appartenant à ce jour exclusivement à Monsieur Alioune DIAITE. 1-2

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODES POSTE	ACTIF	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS 1	MONTANTS NETS			
			ETAT 2	UMOA 3	RM 4	TOTAL 5
A 01	- OP TRES OP INTERBANC.....		2.511	1	1.385	3.897
A 10	- CAISSE.....		723			723
A 11	- Billets et monnaies.....		723			723
A 12	- COMP. ORDIN. DEBITEURS.....		1.788	1	1.385	3.174
A 2A	- AUTRES COMP. DE DEPOTS DEBIT....					
A 2B	- dépôts au marché monétaire.....					
A 2C	- *Adjudications périodiques.....					
A 2D	- * Adjudications exceptionnelles.....					
A 2E	- * Reprises exceptionnelles.....					
A 2F	- Avoirs bloqués rémunérés.....					
A 2G	- Avoirs bloqués non rémunérés.....					
A 2H	- Dépôts à terme constitués.....					
A 2J	- Dépôts de garnatie constitués.....					
A 3A	- COMPTES DE PRETS.....					
A 3B	- Prêts au jour le jour.....					
A 3C	- Prêts à terme.....					
A 3D	- Valeurs reçues en pension au J/J.....					
A 3G	- Valeurs reçues en pension à terme.....					
A 3K	- Valeurs achetées ferme.....					
A 3N	- Obligations cautionnées escomptées.....					
A 3R	- Créances publiques escomptées.....					
A 50	- VALEURS NON IMPUTEES.....					
A 60	- CREANCES RATTACHEES.....					
A 70	- CREANCES EN SOUFFRANCE.....					
A 71	- Créances impayées ou immobilisées.....					
A 72	- Créances douteuses ou litigieuses.....					
A 73	- int/créances douteuses ou litigieuses.....					
B 01	- OP AVEC LA CLIENTELE.....	17.464	21.114			21.114
B 10	- Portefeuille d'effets commerciaux.....		271			271
B 11	- Crédits de campagne.....					
B 12	- Crédits ordinaires.....		271			271
B 2B	- AUTRES CREDITS A COURT TERME...		1.390			1.390
B 2C	- Crédits de campagne.....					
B 2D	- Crédits ordinaires.....		1.390			1.390
B 2N	- COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS ..		4.207			4.207
B 30	- CREDITS A MOYEN TERME.....		4.201			4.201
B 40	- CREDIT A LONG TERME.....		662			662

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODES POSTE	ACTIF	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS 1	MONTANTS NETS			
			ETAT 2	UMOA 3	RM 4	TOTAL 5
B 50	- AFFACTURAGE					
B 60	- VALEURS NON IMPUTEES		2			2
B 65	- CREANCES RATTACHEES		27			27
B 70	- CREANCES EN SOUFFRANCE	17.464	10.354			10.354
B 71	- Créances impayées ou immobilisées		810			810
B 72	- Créances douteuses ou litigieuses	16.154	9.544			9.544
B 73	- Int/ créances douteuses ou litigieuses					
C 01	- OP/TITRES ET OP DIVERSES	1.293	3.965			3.965
C 10	- TITRES DE PLACEMENT		25			25
C 30	- COMPTES DE STOCKS					
C 31	- Stocks de biens meubles					
C 32	- Avoirs en or-autres métaux précieux					
C 33	- Autres stocks et assimilés					
C 40	- DIBITEURS DIVERS	1.293	3.743			3.743
C 55	- CREANCES RATTACHEES		2			2
C 56	- VAL. ENCAIS. CREDIT IMMEDIAT					
C 59	- VALEURS A REJETER					
C 6A	- COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		195			195
C 6B	- Comptes de liaison					
C 6C	- Cmptes de différences de conversion					
C 6G	- Comptes de régularisation		74			74
C 6N	- Divers		121			121
D 01	- VALEURS IMMOBILISEES	5.144	2.661			2.661
D 1A	- IMMOBILISATIONS FINANCIERES		69			69
D 10	- Prêts et titres subordonnés					
D 1B	- Parts dans les entreprises liées					
D 1E	- Titres de participation		69			69
D 1H	- T. I. A. P.					
D 1L	- Titres d'investissement					
D 1R	- Dotations des succursales à l'étranger					
D 1S	- DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS		80			80
D 23	- IMMOBILISATIONS EN COURS					
D 24	- Immobilisations incorporelles					
D 25	- Immobilisations corporelles					
D 30	- IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	5.109	238		238	
D 31	- Immobilisations incorporelles	4.799	68			68

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODES POSTE	ACTIF	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS 1	MONTANTS NETS			
			ETAT 2	UMOA 3	RM 4	TOTAL 5
D 36	- Immobilisations corporelles	310	170			170
D 40	- IMMOBILISATIONS HORS EXPLOIT. ...	35	2.274			2.274
D 41	- Immobilisations incorporelles					
D 45	- Immobilisations corporelles					
D 46	- Imm Incorp / réalisation de garantie					
D 47	- Imm corp / réalisation de garantie	35	2.274			2.274
D 50	- CREDIT-BAIL ET OP ASSIM					
D 51	- Crédit-Bail					
D 52	- Location avec option d'achat					
D 53	- Location vente					
D 60	- CREANCES RATTACHEES					
D 70	- CREAN. EN SOUFFRAN/ CRED-BAIL ..					
D 71	- Créances impayées ou immobilisées					
D 72	- Créances douteuses ou litigieuses					
E 01	- ACTIONNAIRES OU ASSOCIES					
E 02	- ACT. CAPITAL NON APPELE					
E 03	- ACT. CAPITAL APPELE NON VERSE ...					
E 05	- EXCEDENT CHARGES/PRODUITS					
E 90	- TOTAL DE L'ACTIF	23.901	30.251	1	1.385	31.637

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**

SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS			
		ETAT 1	UMOA 2	RM 3	TOTAL 4
F 01	OPERATIONS DE TRESORERIE				
	ET-OPERATIONS INTERBANCAIRES				
F 1A	- Comptes ordinaires créditeurs				
F 2A	- Autres comptes de dépôts créditeurs				
F 2B	. Dépôts à terme reçus				
F 2C	. Dépôts de garantie reçus				
F 2D	. Autres dépôts reçus				
F 3A	- Comptes d'emprunts				
F 3B	. Emprunts sur le marché monétaire				
F 3C	* Adjudications périodiques				
F 3D	* Adjudications exceptionnelles				
F 3E	* Emprunts au jour le jour				
F 3F	* Emprunts à terme				
F 3G	* Valeurs données en pension au jour le jour				
F 3K	* Valeurs données en pension à terme				
F 3N	. Valeurs vendues ferme				
F 3R	. Autres emprunts				
F 50	- Autres sommes dues				
F 60	- Dettes rattachées				
G 01	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	40.260			40.260
G 10	- Comptes ordinaires créditeurs	18.480			18.480
G 15	- Dépôts à terme reçus	18.693			18.693
G 2A	- Comptes d'épargne à régime spécial				
G 2B	. Comptes d'épargne sur livrets				
G 2C	. Comptes d'épargne-logement				
G 2D	. Plans d'épargne-logement				
G 2Z	. Autres comptes d'épargne				
G 30	- Dépôt de garantie reçus	1.189			1.189
G 35	- Autres dépôts				
G 05	- Bons de caisse				
G 50	- Compte d'affacturage				
G 60	- Emprunt à la clientèle	273			273
G 70	- Autres sommes dues	1.484			1.484
G 90	- Dettes rattachées	141			832

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS			
		ETAT 1	UMOA 2	RM 3	TOTAL 4
H 01	OPERATIONS SUR TITRES				
	ET OPERATIONS DIVERSES	832	0	0	832
H 10	- Vers. restant à effectuer / titre de placement	0	0	0	0
H 30	- Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
H 31	. Obligations	0	0	0	0
H 32	. Autres titres à revenu fixe	0	0	0	0
H 33	. Billets d'affacturage	0	0	0	0
H 40	- Créiteurs divers	608	0	0	608
H 50	- Dettes rattachées	0	0	0	0
H 6A	- Comptes d'ordres et divers	224	0	0	224
H 6B	. Comptes de liaison	0	0	0	0
H 6C	. Comptes de différences de conversion	0	0	0	0
H 6G	. Comptes de régularisation	11	0	0	11
H 6M	. Divers	213	0	0	213
K 01	VERSEMENTS A EFFECTUER				
	SUR IMMOBILISA. FINANCIERES	0	0	0	0
K 10	- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	0
K 20	- Titres de participation	0	0	0	0
K 30	- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
L 01	PROVIS., FONDS PROPRES ET ASSIMILES	9.455-	0	0	9.455-
L 10	- Subventions d'investissement	0	0	0	0
L 20	- Fonds affectés	0	0	0	0
L 21	. Fonds de garantie	0	0	0	0
L 22	. Fonds d'assurance	0	0	0	0
L 23	. Fonds de bonification	0	0	0	0
L 24	. Autres fonds affectés	0	0	0	0
L 30	- Provisions pour risques et charges	1.991	0	0	1.991
L 31	. Provisions pour charges de retraite	92	0	0	92
L 32	. Provisions pour exécutions d'enga/signature	100	0	0	100
L 33	. Autres provisions pour risques et charges	1.799	0	0	1.799
L 35	- Provisions réglementées	0	0	0	0
L 36	. Prov. crédits à moyen et long termes	0	0	0	0
L 40	- Comptes bloqués d'actionnaires	3.000	0	0	3.000
L 41	- Emprunts et titres émis subordonnés	0	0	0	0
L 42	- Dettes rattachées	1	0	0	1
L 45	- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	0
L 50	- Primes liées au capital	0	0	0	0
L 55	- Réserves	0	0	0	0
L 56	. Réserve spéciale	0	0	0	0
L 57	. Réserves réglementées	0	0	0	0

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS			
		ETAT 1	UMOA 2	RM 3	TOTAL 4
L 58	. Autres réserves	0	0	0	0
L 59	- Ecart de réévaluation	0	0	0	0
L 60	- Capital	10.000	0	0	10.000
L 61	. Capital appelé	10.000	0	0	10.000
L 62	. Capital non appelé	0	0	0	0
L 65	- Dotations	0	0	0	0
L 70	- Report à nouveau (+ / -)	7.157-	0	0	7.157-
L 80	- Résultat de l'exercice (+ / -)	17.289-	0	0	17.289-
L 81	- Bénéfice ou perte en instance d'approbation	17.289-	0	0	17.289-
L 82	. Bénéfice ou perte de l'exercice	0	0	0	0
L 75	- Excédent des produits sur les charges	0	0	0	0
L 90	TOTAL PASSIF	31.637		0	31.637

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS			
		ETAT 1	UMOA 2	RM 3	TOTAL 4
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT				
N 1A	- en faveur d'établissements de crédit	0	0	0	0
N 1H	- Reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
N 1J	- En faveur de la clientèle	376	0	0	376
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE				
N 2A	- D'ordre d'établissements de crédit	0	0	0	0
N 2H	- Reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
N 2J	- D'ordre de la clientèle	1.352	0	0	1.352
N 2M	- Reçus de la clientèle	27.652	450	0	28.102
	ENGAGEMENTS SUR TITRES				
N 3A	- Titres à livrer	0	0	0	0
N 3B	. Interventions à l'émission	0	0	0	0
N 3C	. Marché gris	0	0	0	0
N 3D	. Autres titres à livrer	0	0	0	0
N 3E	- Titres à recevoir	0	0	0	0
N 3F	. Interventions à l'émission	0	0	0	0
N 3G	. Marché gris	0	0	0	0
N 3H	. Autres titres à recevoir	0	0	0	0
	ENGAGEMENTS SUR OPE. EN DEVICES				
	- Opérations de change aux comptant				
P 1A	. Francs CFA achetés non encore reçus	0	0	0	0
P 1B	. Devises achetées non encore reçues	0	0	0	0
P 1C	. Francs CFA vendus non encore livrés	0	0	0	0
P 1D	. Devises vendues non encore livrées	0	0	0	0
	- Prêts ou emprunts en devises				
P 1E	. Devises prêtées non encore livrées	0	0	0	0
P 1F	. Devises empruntées non encore reçues	0	0	0	0
	Opérations de change à terme				
P 1G	. Francs CFA à recevoir contre devises à livrer	0	0	0	0
P 1H	. Devises à recevoir contre francs CFA à livrer	0	0	0	0
P 1J	. Devises à recevoir contre devises à livrer	0	0	0	0
P 1K	. Devises à livrer contre devises à recevoir	0	0	0	0
	- Report / deport non couru				

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS			
		ETAT 1	UMOA 2	RM 3	TOTAL 4
P 1L	- A recevoir	0	0	0	0
P 1M	- A payer	0	0	0	0
	- Intérêts non courus en devises couverts				
P 1R	- A recevoir	0	0	0	0
P 1S	- A payer	0	0	0	0
P 1V	- Ajustement devises hors bilan	0	0	0	0
	AUTRES ENGAGEMENTS				
Q 1A	- Engagements donnés	0	0	0	0
Q 1B	- Engagements reçus	0	0	0	0
	OPER. EFFEC. POUR CPTE DE TIERS				
Q 1C	- Valeurs à l'encaissement non disponibles	0	0	0	0
Q 1F	- Comptes exigibles après encaissement	0	0	0	0
Q 1J	- Engagements consortaux de financement	0	0	0	0
Q 1K	- Engagements consortaux de garantie	0	0	0	0
Q 1L	- Crédits consortaux	0	0	0	0
Q 1M	- Crédits distribués pour le compte de tiers	0	0	0	0
Q 1N	- Titres clientèle	0	0	0	0
N 90	ENGAGEMENTS DOUTEUX	203	0	0	203

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

		MONTANTS NETS				MONTANTS NETS	
CODES POSTE	ACTIF	Exercice N-1	Exercice N	CODES POSTE	PASSIF	Exercice N-1	Exercice N
A 10	CAISSE	1.227	723	F 02	DETTES INTERBANCAIRES .	1.274	0
A 02	CREANCES INTERBANCAIRES	3.617	3.174	F 03	- Dettes interbancaires à vue	96	0
A03	- Créances interbancaires à vue ..	2.617	3.174	F 05	- Trésor public, CCP	0	0
A04	- Banques centrales	1.295	1.765	F 07	- Autres établissements de crédit	96	0
A05	- Trésor public, CCP	0	0	F 08	- Dettes interbancaires à terme	1.178	
A 07	- Autres établissements de crédit	1.322	1.409	G02	DETTES A L'EGARD DELA CLIEN	33.693	40.119
A 08	- Créances interbancaires à terme	1.000	0	G 03	- Compte d'épargne à vue	0	0
B 02	CREANCES SUR LA CLIENT	24.582	21.085	G 04	- Compte d'épargne à terme	0	0
B 10	- Portefeuille d'effets commerciaux	1.177	271	G 05	- Bons de caisse	0	0
B 11	- Crédits de campagne	0	0	G 06	- Autres dettes à vue	22.391	19.964
B 12	- Crédits ordinaires	1.177	271	G 07	- Autres dettes à terme	11.302	20.155
B 2A	- Autres concours à la clientèle ...	21.284	16.607	H30	DETTES REPRES. PAR UN TITRE 0	0	
B 2C	- Crédits de campagne	0	0	H35	AUTRES PASSIFS	3.488	3.749
B 2G	- Crédits ordinaires	21.284	16.607	H 6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	116	224
B 2N	- Comptes ordinaires débiteurs ...	1.685	4.207	L 30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	560	1.991
B.50	- Affacturage	436	0	L 35	PROVISIONS REGLEMENTEES		
C 10	TITRES DE PLACEMENT	49	25	L 41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
D 1A	IMMOBILISA. FINANCIERES	69	69	L 10	SUBVENTIONS D'INVESTIS.	0	0
D 50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	L 20	FONDS AFFECTES	0	0
D 20	IMMOBILI. INCORPORELLES	4.075	68	L 45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
D 22	IMMOBILI. CORPORELLES ...	1.799	2.444	L 66	CAPITAL OU DOTATION	10.000	10.000
E 01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES			L 50	PRIMES LIEES AU CAPITAL ..	0	0
C 20	Autres actifs	6.297	3.894	L 55	RESERVES	0	0
C 6 A	COMPTES D'ORDRE			L 59	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
	ET DIVERS	259	155	L 70	REPORT A NOUVEAU (+/-)....	6.955-	7.157-
				L 80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	202-	17.289-
E 90	TOTAL de l' ACTIF	41.974	31.637	L 90	TOTAL du PASSIF	41.974	31.637

ENGAGEMENTS DONNES HORS - BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

N 1A En faveur d'établissements de crédit	0	0
N 1J En faveur de la clientèle	575	376

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

N 2 A D'ordre d'établissements de crédit		0
N 2 J D'ordre de la clientèle	3.024	1.352
N 3 A Titres à livrer	0	0

ENGAGEMENTS RECUS

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

N 1H Reçus d'établissements de crédit	0	0
---	---	---

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

N 2H Reçus d'établissements de crédit	0	0
N 2M Reçus de la clientèle	28.479	28.102
N 3E TITRES A RECEVOIR	0	0

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016**

CODE POSTE	CHARGES	MONTANTS NETS		CODES POSTE	PRODUITS	MONTANTS NETS	
			N-1			N-1	N
R 01	INTERETS ET CHARGES ASSI.	1.045	1.213	V 01	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	1.441	2.066
R 03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	275	132	V 03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	58	39
R 04	- Intérêts et charges assimilés sur dettes à l'égard de la clientèle	770	1.081	V 04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	1.353	2.000
R 4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0	V 51	- Produits et profits sur prêts et titres subordonnés	0	0
R5Y	- Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis sur la subor.	0	0	V 5F	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
R 05	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	V 05	- Autres intérêts et charges assi ...	30	27
R 5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES0	0		V 5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES0	0	
R 06	COMMISSIONS	6	5	V 06	COMMISSIONS	477	527
R 4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	140	153	V 4A	- Produits sur opérations financières	748	813
R 4C	-Charges sur titres de placement .	0	0	V 4C	- Produits sur titres de placement	4	3
R 6A	- Charges sur opérations de change	140	153	V 4Z	- Dividendes et produits assimilés	0	0
R 6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOIT. BANCAIRE	0	0	V 6A	- Produits sur opérations de change	660	732
R 8G	ACHATS DE MARCHANDISES0	0		V 6F	- Produits sur opérations de hors bilan	84	78
R 8J	STOCKS VENDUS	0	0	V 6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOIT. BANCAIRE	2	3
R 8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	V8B	MARGES COMMERCIALES ...	0	0
S 01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	1.874	1.931	V 8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
S 02	- Frais de personnel	752	847	V 8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
S 05	- Autres frais généraux	1.122	1.084	W 4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		0
T 51	DOTATIONS AUX AMORTIS .. ET AUX PROVISIONS SUR			X 51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	43
T 6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	190	4.155	X-6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	446	0
T 01	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES	0	0	X 01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANC. GENER	0	0
T 80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	69	14	X 80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	37	19
T 81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	55	19	X 81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	31	3
T 82	IMPOT SUR LE BENEFICE	5	5	X 83	PERTE	202	17.289
T 83	BENEFICEDE	0					
T 85	TOTAL	3.384	20.763	X 85	TOTAL	3.384	20.763